

UN BIEN-ÊTRE JUSTE ET VERT

UNE NOUVELLE VISION ÉCONOMIQUE POUR LE CANADA ET LE MONDE

L'heure est venue

COVID est notre dernier avertissement. Le Canada, et le monde entier, vivent sur du temps emprunté. Nous devons mettre fin à ce que nous avons fait à la nature et à nous-mêmes. Nous devons prendre un nouveau départ.

Nous devons nous diriger rapidement vers une économie juste et verte, en réorientant notre société pour qu'elle s'éloigne de la consommation insignifiante d'un nombre croissant de produits et qu'elle s'oriente vers la justice sociale, la durabilité écologique et le bien-être social, culturel et matériel.

Nous présentons ici notre projet économique. Il aborde dans une égale mesure les maux économiques auxquels nous sommes confrontés et l'urgence écologique dans laquelle nous nous trouvons. Pour plus de détails sur cette dernière, voir "Répondre à l'urgence écologique".

L'économie du Canada a laissé tomber le pays, ses habitants et le monde.

Notre économie est en train de détruire les fondements de notre existence. Elle détruit la terre et les eaux, empoisonne l'air et dévaste le monde naturel. Elle a créé une société criblée de pauvreté, d'injustice, d'inégalité, de discrimination sexuelle et de racisme.

La défense, la protection et l'entretien de la terre et de ses habitants ne peuvent être séparés de la création d'une société et d'une économie véritablement humaines. La terre réclame un peuple libéré de la cupidité et du besoin, uni par des idéaux communs de justice, d'égalité et de respect. Cependant, aucune nation ne survivra si elle ne s'engage pas, en paroles et en actes, à respecter sa terre, ses eaux, l'air qui la recouvre et tout ce qui vit sur ou dans ces eaux, et à coopérer avec d'autres nations engagées de la même manière.

L'économie canadienne a substitué le profit au progrès

L'économie canadienne est organisée pour piller la nature et pour nourrir les financiers du monde entier. Elle détruit l'environnement parce que le gain financier l'alimente. En 2015, il a exporté pour 181 milliards de dollars de minéraux, soit vingt fois plus que ce que sa population consomme chez elle, et 56 milliards de dollars de produits de la terre, soit deux fois plus que ce que sa population consomme chez elle. Son économie, issue de la colonisation, est dépendante de l'exploitation des terres expropriées des peuples indigènes.

Sur le plan intérieur, l'économie du Canada surmonte le fossé qui sépare ses peuples d'origine et ses colons. Ses entreprises spolient les terres, tant au Canada qu'à l'étranger. Elles aliènent les amis naturels des Canadiens - des peuples indigènes sur les territoires desquels le Canada se trouve, aux peuples colonisés du monde entier. La Bourse de Toronto est la place boursière

préférée du monde minier car elle est l'une des moins réglementées au monde. Elle exporte vers le reste du monde les habitudes des colons en matière d'exploitation non responsable.

La plus grande partie de la fabuleuse richesse produite par cette économie va à quelques privilégiés, ce qui fait que le Canada n'a pas les moyens d'offrir des revenus décents et des services sociaux au plus grand nombre. La plupart des Canadiens vivent un ou deux salaires de la pauvreté. En ce qui concerne les services sociaux, dans le contexte du test de stress réel qu'est la pandémie, par exemple, notre système de soins de santé a été mis à mal par ceux des pays beaucoup plus pauvres qui ont réussi à maîtriser la pandémie simplement en privilégiant les soins par rapport au profit.

Au cours des dernières décennies, alors que les gouvernements ont cédé davantage au pouvoir des entreprises, nos services publics et notre sphère publique se sont détériorés et le tissu social s'est encore effiloché.

Le gouvernement Harper a détruit les offices de commercialisation des produits agricoles qui protégeaient autrefois les petits agriculteurs et les consommateurs contre les forces voraces des marchés mondiaux des produits de base. Ni les libéraux ni le NPD n'ont lutté pour les rétablir.

Nous allons exploiter l'économie canadienne. Nous cultiverons la capacité humaine, la bienveillance, la créativité et la compréhension. Nous respecterons la souveraineté des autochtones et créerons une société humaine qui respecte et défend la terre sur laquelle elle vit. Nous reconstruirons la souveraineté alimentaire et agricole pour nous-mêmes et pour nos alliés.

Si nous réussissons, le Canada sera l'un des phares du progrès humain, en étant le fer de lance du développement et de la recherche écologiques, en gérant une économie verte, productive et égalitaire et en créant une société et une culture accueillant les idées et les personnes du monde entier.

L'économie canadienne refuse un avenir à ses enfants

Les millions de jeunes qui se mobilisent contre le changement climatique ont envoyé un message urgent. Notre devoir envers eux exige que nous investissions dans le développement culturel, social et intellectuel de l'homme - en faisant en sorte que l'économie ne détruise plus la nature mais améliore durablement la vie matérielle et culturelle de l'homme. On nous dit que les "coûts" sont trop élevés, mais les gouvernements n'hésitent pas à réunir des sommes considérables pour faire la guerre ou renflouer des banques prédatrices. L'argent est là. La question est de savoir à quoi il va servir.

Pour construire un nouvel avenir, il faut investir massivement dans les technologies vertes, dans les écoles, les collèges, les universités et la recherche : dans les soins, la culture et la créativité. Ces investissements créeront de nombreux nouveaux emplois qualifiés et entraîneront la revalorisation d'un travail jusqu'alors dévalorisé. Ils mettront fin à la pauvreté, réduiront les inégalités et feront du Canada une plaque tournante mondiale du changement et un modèle de soins pour tous.

Nous reconnaissons les effets génocidaires des origines coloniales du Canada et des pratiques coloniales en cours sur les peuples indigènes. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour

réparer les dommages causés et prévenir d'autres dommages. Pour cela, il est essentiel de mettre fin à la dépendance du Canada à l'égard de l'extraction et du financement, qui dure depuis toujours, et de transformer son économie pour le bien-être de tous les peuples du Canada.

Nous ouvrirons également un débat sur la vie de qualité et sur ce qui lui suffit. C'est essentiel si nous voulons avoir une société égalitaire et durable. Avons-nous besoin d'une consommation de plus en plus inconsiderée de biens et de services épuisant les ressources, financée par une dette ruineuse qui n'enrichit que quelques-uns ? Une telle consommation améliore-t-elle la qualité de notre vie ? Quelle est la quantité suffisante ? N'avons-nous pas besoin de plus de développement intellectuel, physique et culturel ? Pour offrir des opportunités à tous ? Pour créer de nouvelles formes d'art, de sport et de nouveaux liens sociaux ?

Un autre Canada est possible, celui du bien-être tout simplement vert.

Le PIB ne peut pas prendre en compte le bien-être social et écologique du Canada

La politique économique étant subordonnée à la mesure étroite du produit intérieur brut (PIB), le gouvernement ne fait que servir la destruction de la nature et de l'humanité par les entreprises en les faisant payer en dollars.

Nous allons introduire, et prévoir, trois indicateurs verts et sociaux essentiels :

- *l'empreinte des ressources de l'économie canadienne que nous réduirons en la repensant dans une optique de durabilité;*
- *l'inégalité, que nous réduirons en réduisant l'écart entre les plus riches et les plus pauvres à un maximum de 10:1; et*
- *la qualité de la vie humaine que nous améliorerons en donnant accès à des revenus, à un logement, à des soins, à une éducation et à un développement créatif adéquats.*

Nous fixerons des objectifs de réduction de l'empreinte des ressources et des inégalités et d'amélioration de la qualité de vie pour les entreprises, les organismes publics et le grand public, les ouvrirons à une large consultation publique et mettrons en place des mécanismes de gouvernance garantissant l'accès et le contrôle du public, afin que les Canadiens puissent travailler ensemble pour les atteindre.

Le financement des entreprises a laissé tomber l'économie canadienne.

Les Canadiens ont des montagnes de dettes. Alors qu'elles paralysent la vie du plus grand nombre, elles constituent l'actif des institutions financières canadiennes et internationales et des personnes fortunées, leur remplissant les poches et, souvent garées dans des paradis fiscaux, privant les gouvernements canadiens de revenus importants. Cette combinaison de la misère du plus grand nombre et des privilèges obscènes de quelques-uns est le produit d'un système de crédit qui ne parvient pas à canaliser les investissements là où ils sont nécessaires - dans des investissements productifs verts et socialement utiles, des technologies de transformation, le développement humain et la défense de l'environnement - et les oriente vers l'extorsion financière et la spéculation.

Nous établirons un système bancaire au service des personnes et de l'environnement.

Les partis politiques canadiens ont laissé tomber les Canadiens et l'environnement

Le gouvernement libéral n'a pas tenu ses modestes promesses; les émissions de gaz à effet de serre sont à peine inférieures à celles de 2013 et ont été inférieures de 44 millions de tonnes aux engagements peu ambitieux que nous avons pris envers les Nations unies. Les conservateurs, quant à eux, résistent même à ces modestes réductions. Le NPD, qui fait campagne sur une promesse louable de protéger l'air, la terre et l'eau, n'a présenté au Parlement pratiquement aucune mesure concrète pour y parvenir.

Nous allons développer et nous battre pour un programme écosocialiste et unir les progressistes canadiens autour d'une transformation radicale et démocratique de l'économie et de la société et de leur relation avec la nature, en éliminant la dette, les sans-abri, le chômage, la pauvreté, le changement climatique et la destruction écologique, et en défiant de front l'avidité des entreprises.

Nous pouvons le faire

L'argent, la technologie et les compétences sont facilement accessibles. Aucune nouvelle science n'est nécessaire, seulement une volonté politique résolue. Les Canadiens devraient arracher le contrôle de notre économie et de notre environnement aux mains de leurs abuseurs, ramener nos dirigeants à la raison et leur demander des comptes.

Les Canadiens le veulent

Un sondage de mai 2020 commandé par le Broadbent Institute montre que les Canadiens approuvent sans réserve une approche économique qui donne la priorité à la santé et au bien-être social, à l'augmentation des dépenses publiques, à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, à l'allègement de la dette et à un impôt sur la fortune :

- par une marge de 2 contre 1 (64 % à 36 %), les Canadiens veulent que les gouvernements dépensent tout ce qui est nécessaire pour reconstruire et stimuler l'économie, même si cela implique d'enregistrer des déficits;
- de nombreux Canadiens estiment que des parties essentielles de l'infrastructure de santé et de soins du Canada doivent être améliorées, en particulier le système de soins de longue durée;
- la plupart des Canadiens estiment qu'il est essentiel que la reprise économique rende le Canada plus autosuffisant et plus équitable; que les personnes les plus riches contribuent le plus à l'économie; que des investissements soient consentis dans le système de santé et en faveur des jeunes Canadiens; et que la transition vers une économie sobre en carbone soit facilitée;
- 77 % sont favorables à ce que les gouvernements fournissent une aide financière et un allègement de la dette aux municipalités pour les aider à faire face aux déficits budgétaires;
- 3 Canadiens sur 4 (75 %) appuient la mise en place d'un impôt sur la fortune de 1 à 2 % de la valeur des actifs des personnes les plus riches du Canada pour aider à payer la reprise; et
- 8 Canadiens sur 10 (81 %) estiment que les entreprises bénéficiant d'une aide gouvernementale devraient être tenues de ne pas utiliser les paradis fiscaux étrangers, et de ne pas utiliser l'argent pour verser des salaires excessifs, racheter des actions ou augmenter les dividendes.

L'humeur politique des Canadiens est en train de changer profondément. Les anciennes façons de gérer l'économie et d'organiser notre relation avec la terre ne fonctionnent plus. Le parti des Verts, sous la direction de Dimitri, donnera à la majorité progressiste des Canadiens une voix dans les couloirs du pouvoir.

Le pouvoir au peuple : la démocratie économique comme principe directeur

Les Canadiens n'ont pas été maîtres de leur propre destin. On nous refuse la démocratie dans la plus grande sphère de notre vie - notre économie. Elle empêche nos préoccupations concernant l'urgence écologique de s'exprimer dans nos structures et nos pratiques économiques. Une économie dominée par des sociétés privées ne peut pas s'attaquer à ces problèmes parce qu'elles privilégient le profit au détriment des besoins humains ou de la protection de la nature.

Nous remédierons à ces échecs par un système de démocratie économique, en nous appuyant sur des idées novatrices modernes pour mettre en place une économie socialiste qui soit également une économie verte "circulaire".

En termes simples, elle rendrait à la nature ce qu'elle lui enlève. La démocratie économique s'exprimera dans la gestion des entreprises (comme indiqué dans "Faire progresser les droits des travailleurs dans un monde du travail en mutation") et dans notre système de planification d'un bien-être vert et juste.

La planification : la clé de la démocratie

Le moyen le plus sûr d'assurer une démocratie économique équitable et juste est de faire en sorte que tous participent à la détermination de ses objectifs. Cela implique une planification, et non une planification démocratique et décentralisée du haut vers le bas.

Nous allons introduire cinq plans conçus et mis en œuvre de manière démocratique et décentralisée, avec une transparence et une participation totales à tous les niveaux de gouvernement :

- *un plan pour faire face à l'urgence écologique et éliminer la dépendance vis-à-vis des ressources;*
- *un plan visant à réorienter la gestion économique vers une économie verte, productive et égalitaire;*
- *un plan pour la santé, les médicaments et les soins universels;*
- *un plan visant à éliminer la pauvreté et à réduire substantiellement les inégalités*
- *un plan d'investissement dans l'éducation, la recherche et l'économie créative pour promouvoir le développement culturel, social et intellectuel de l'homme.*

La démocratie économique sera la clé pour éviter le copinage, les accords détournés et les scandales qui minent la gestion de l'économie canadienne. La propriété sociale peut égaler l'efficacité privée et répondre à des objectifs sociaux et écologiques, tout en évitant son manque de transparence, de responsabilité et de représentation.

Nous ferons en sorte que la planification mette le pouvoir entre les mains des gens ordinaires. Nous délèguerons le pouvoir au niveau d'entreprise et de gouvernement le plus bas possible. Les organismes publics et privés seront tenus de divulguer clairement ce qu'ils font, de rendre des comptes au public et de veiller à ce que le public soit représenté dans leurs structures de gouvernance. Nous allons démanteler le système actuel de lobbying privé et le remplacer par une responsabilité publique ouverte.

Assumer la responsabilité, prendre le contrôle

Le changement climatique, COVID, les catastrophes économiques qui se succèdent, avec la perte de millions d'emplois et de moyens de subsistance, et surtout la guerre, ne sont pas des "catastrophes naturelles". Notre modèle économique actuel a joué un rôle important dans tous ces événements. Nous avons créé ce gâchis et nous devons nous en sortir, ainsi que les générations futures.

Nos cinq plans

Le Parti Vert sous la direction de Dimitri va créer et mettre en œuvre cinq plans nationaux démocratiques pour

- (1) Faire face à l'urgence climatique et éliminer la dépendance du Canada à l'égard des ressources. Ce plan mettra en œuvre une transition d'une économie de sous-emploi, à faible salaire et à épuisement des ressources vers une économie verte, à ressources découplées, intelligente, à salaires élevés et à plein emploi, basée sur la transformation, la fabrication et les services localisés. Le Canada devrait être une plaque tournante mondiale pour les nouvelles technologies concernées - carburants de substitution, matériaux réutilisables, train à grande vitesse, et une économie créative de l'information et de la culture. Les mesures spécifiques comprennent :
 - atteindre un niveau d'émissions nettes nul d'ici 2030 ou s'en approcher, en achevant la tâche peu après, comme le prescrit notre part équitable du budget mondial restant consacré au carbone. Des détails sont donnés dans la plateforme écologique "L'urgence écologique" : Une réponse écosocialiste";
 - la mise en œuvre d'une économie circulaire par le biais de mesures dans tous les secteurs économiques;
 - des taxes immédiates sur les pollueurs, suffisantes pour financer
 - un boom des emplois dans le secteur de la récupération;
 - un plan de reboisement massif;
 - une garantie d'emploi de cinq ans pour les travailleurs de l'industrie des combustibles fossiles;
 - des transports publics de masse gratuits ou à très faible coût, à l'intérieur des villes et entre-elles
 - l'extension des transports publics et de l'internet à haut débit dans les communautés rurales et les communautés à faibles revenus afin de favoriser un nouveau type de régénération fondé sur le bien-être humain et non sur la consommation de ressources

- la coopération avec d'autres pays pour permettre la réalisation d'objectifs similaires dans le monde entier.

(2) Réorienter notre gestion économique vers le plein emploi et notre système financier pour qu'il s'éloigne de la financiarisation et se dirige vers des investissements productifs.

Ce plan mettra en place une économie juste, verte et égalitaire sous contrôle social plutôt que sous le contrôle de la recherche du profit. Il égalisera les chances de contribuer et de bénéficier. Il éliminera les relations de domination et de subordination entre les nations afin d'ouvrir la voie à des relations véritablement coopératives entre elles, en reconnaissant le droit souverain de chaque nation d'organiser son économie pour le bien-être de ses propres citoyens. Elle réorientera notre système financier pour qu'il s'éloigne des financements spéculatifs et générateurs d'inégalités et qu'il s'oriente vers des investissements productifs durables et visant à remédier aux inégalités. Elle reformera également notre commerce international. Parmi les mesures spécifiques, on peut citer

Gestion économique

- rétablir le plein emploi comme objectif de la politique fiscale et monétaire et développer l'emploi avec la réduction et la redistribution du travail, les emplois verts et de récupération, 7 et l'expansion de l'emploi dans les soins de santé, l'éducation et la formation professionnelle et d'autres secteurs clés;
- la mise en place de contrôles des capitaux pour empêcher la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux et réorienter l'économie pour qu'elle s'éloigne de la financiarisation et se tourne vers des investissements productifs verts au Canada;
- entreprendre un programme national pour le logement écologique et social, en donnant la priorité au logement autochtone; et
- reconstruire nos services publics à tous les niveaux de gouvernement, et collaborer avec les gouvernements provinciaux et locaux pour atteindre des normes élevées de prestation.

Secteur financier et bancaire

- en créant trois banques publiques à but non lucratif.
 - Une caisse d'épargne postale, gérée par un réseau élargi de points de vente de Postes Canada, offrira des services bancaires de détail au public, en particulier aux personnes mal desservies par les banques commerciales, et investira dans l'expansion du logement social;
 - Une banque d'investissement verte encouragera la production et l'innovation écologiques; et
 - Une banque d'investissement social financera des initiatives locales et contrôlées localement pour répondre aux besoins sociaux locaux;
- renforcer la réglementation bancaire afin de réorienter les banques canadiennes des activités spéculatives et internationales vers des investissements productifs au Canada;
- en limitant les taux d'intérêt des cartes de crédit à un maximum de 5 points de pourcentage au-dessus du taux préférentiel de la Banque du Canada; et

- en limitant les frais de guichet automatique à 0,25 \$ par transaction et en interdisant aux institutions financières de facturer des frais de guichet automatique à leurs propres clients.

Commerce international

- renégocier les accords de commerce et d'investissement du Canada afin de supprimer les dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) qui donnent aux sociétés étrangères des pouvoirs extraordinaires pour contester les lois et les politiques des gouvernements démocratiquement élus;
- en incluant dans nos accords commerciaux des normes contraignantes en matière de droits de l'homme, de travail, de santé, de sécurité et d'environnement;
- renégocier l'USMCA afin d'éliminer toutes les concessions faites par le Canada à l'Administration Trump, telles qu'une protection plus longue des brevets et de la propriété intellectuelle, des spécifications à contenu plus élevé pour les règles d'origine dans les automobiles et les pièces automobiles, et une augmentation des exemptions tarifaires pour les produits laitiers américains
- protéger les différentes règles de gouvernance des ressources du Canada contre l'empiètement des États-Unis.

(3) Mettre en place un système de soins de santé et d'éducation universels et gratuits couvrant tous les aspects d'une vie socialement engagée et créative, de l'enfance heureuse à une vieillesse digne.

Ce plan réparera des décennies de dommages causés à notre système de soins de santé et l'étendra de manière essentielle pour rendre les soins de santé véritablement universels et gratuits au point d'utilisation. Il doit donner la priorité à la prévention et à la médecine sociale, dont l'importance a été tragiquement soulignée par la pandémie. Un système de soins de santé efficace, universel et complet est un élément essentiel de toute économie, car il permet de réduire les coûts des soins eux-mêmes ainsi que les pertes de production et de productivité. Un système d'éducation accessible et florissant favorise les compétences, l'innovation et l'épanouissement humain pour tous.

Les mesures spécifiques comprennent :

Soins de santé

- mettre en place un programme d'assurance-médicaments;
- intégrer les soins aux personnes âgées, les soins de santé mentale, les soins dentaires et les soins de la vue dans le système de santé publique;
- étendre les niveaux élevés de soins de santé aux communautés indigènes et éloignées; et
- éliminer le scandale des bas salaires et des mauvaises conditions de travail des travailleurs du secteur des soins de santé et des soins aux personnes âgées.

Éducation

- intégrer la garde d'enfants dans le système éducatif;
- rétablir le financement de l'éducation publique en coopération avec les provinces pour éliminer les frais et dépenses supplémentaires et garantir un niveau d'éducation élevé dans tous les systèmes scolaires;
- rétablir le financement de l'enseignement postsecondaire, y compris des universités, des collèges et des établissements de formation professionnelle et de formation aux compétences; et
- fournir une éducation postsecondaire gratuite à tous ceux qui y ont droit.

(4) Éliminer le chômage, les inégalités flagrantes, la pauvreté et le phénomène des sans-abri

Ces objectifs seront atteints en grande partie grâce à la gestion économique globale proposée ci-dessus, mais nécessiteront également des mesures spécifiques. Une refonte du système fiscal est essentielle à cet égard et contribuera également à la réalisation de nos objectifs écologiques. L'extrême richesse non seulement exacerbe tous les problèmes d'inégalité et de pauvreté, mais sa réduction est l'un des moyens les plus efficaces de réduire les émissions de changement climatique. En raison des "inégalités en matière de carbone", les dépenses des 10 % les plus riches représentent une proportion bien plus importante des émissions.

Voici quelques détails.

Garantir des revenus adéquats

- développer l'emploi par une combinaison d'initiatives publiques et privées visant à produire pour des besoins non satisfaits et par la redistribution du travail et de ses récompenses;
- créer un revenu minimum garanti par le biais du système fiscal pour compléter les revenus tombant en dessous d'un revenu décent afin de garantir qu'aucun Canadien ne vive dans la pauvreté. Le GMI sera indexé sur l'inflation et sur le coût de la vie dans la communauté où réside le bénéficiaire;
- promulguer une législation fédérale accordant à chaque Canadien un droit fondamental à un logement décent financé par l'investissement de la Banque d'épargne postale et, s'il s'avère insuffisant, financé par le gouvernement fédéral;
- fournir des pensions décentes grâce à un système de pension pancanadien qui couvre tous les Canadiens en âge de prendre leur retraite; et
- établir un salaire minimum pancanadien et un salaire de subsistance pour soutenir la famille qui garantit que les employeurs assument leur juste part du fardeau.

Réforme fiscale

- - augmentation du taux d'imposition marginal supérieur à 75 % sur les revenus supérieurs à 500 000 dollars par an;

- - imposition à 100 % de la valeur nette des particuliers dépassant 500 millions de dollars et plafonnement de la richesse qu'un particulier peut posséder. Cette mesure sera appliquée à l'actif et au passif de tous les citoyens canadiens dans le monde, quel que soit leur pays de résidence. Pour éviter l'impôt, un contribuable devra abandonner sa résidence canadienne et renoncer à sa citoyenneté canadienne;
- - abandonner tout traitement fiscal préférentiel pour les plus-values;
- - mettre en place une taxe sur la valeur des terrains en collaboration avec les gouvernements provinciaux pour taxer la partie de l'augmentation de la valeur immobilière réalisée qui dépasse un juste retour sur l'investissement dans les bâtiments et autres améliorations qui n'est généralement pas gagné et qui provient d'améliorations sociales plus larges affectant le lieu;
- - augmenter le taux de l'impôt sur les sociétés de 15 à 25 %, sauf pour les petites entreprises;
- - imposer un impôt sur les successions de 45 % sur les successions de plus de 5 millions de dollars;
- - éliminer la fraude fiscale par le biais des paradis fiscaux en taxant les fonds qui y sont cachés et en exigeant des entreprises qu'elles prouvent que leurs filiales étrangères sont effectivement des entreprises en activité à des fins fiscales et non des fraudes fiscales;
- - en habilitant l'Agence du revenu du Canada (ARC) à collecter et à saisir les recettes fiscales sur les richesses et les revenus cachés dans les paradis fiscaux offshore, et à concentrer ses vérifications sur les personnes qui cachent de vastes richesses plutôt que sur des Canadiens ordinaires choisis au hasard;
- - imposer un impôt sur les sociétés aux sociétés transnationales de commerce électronique qui font des affaires au Canada en exigeant que le vendeur étranger s'enregistre et verse des impôts là où le produit ou le service est consommé (plutôt que prétendument produit);
- - annuler la déduction de 50 % des frais de repas et de représentation des sociétés, tels que les abonnements et les loges privées lors d'événements sportifs;
- empêcher le transfert de fonds fiduciaires familiaux vers des juridictions à fiscalité réduite. Les fonds fiduciaires détenus en propre doivent rester au Canada et être imposés au Canada
- le retrait des véhicules d'investissement internationaux de l'abri fiscal des REER. L'intention de ce refuge est d'augmenter l'épargne à investir au Canada.

(5) Investir dans une expansion majeure de l'éducation, de la recherche et de l'économie créative, y compris dans le développement et l'utilisation maximale des technologies de communication.

Ces objectifs seront atteints en reconnaissant la valeur de la diversité unique des habitats et au Canada et les talents culturels, artistiques et créatifs qu'ils favorisent, en éliminant les inégalités d'accès aux communications, à l'éducation, à l'art et à l'expression personnelle afin que chaque Canadien puisse prendre une part égale et autonome à la transformation créative du Canada et du monde. Nous pouvons nous inspirer de modèles tels que le programme «Sistema» du Venezuela. La réalisation de ces objectifs implique une réforme

de la propriété intellectuelle (PI). Conçu à l'origine pour fournir un revenu aux créateur et inventeur, il s'est transformé, avec le régime imposé par les États-Unis en 1996, en une protection financière et monopolisée des entreprises, en empêchant au lieu de promouvoir la diffusion de la connaissance et de la culture, en privant l'économie et le public des fruits de création.

Les mesures spécifiques comprennent :

Le Canada : une plaque tournante mondiale pour les technologies de transformation

- la création d'un réseau d'instituts de créativité verte reliant les instituts canadiens et des talents internationaux pour développer des idées en matière sociale, technologique et écologique transformation;
- la création d'un ministère unifié des sciences, de l'information et de la créativité pour développer des infrastructures pour les trois; et
- le financement, par l'intermédiaire de la Banque d'investissement vert et de la Banque d'investissement social, les collaborations pertinentes entre les petites entreprises et les innovateurs coopératifs, les établissements d'enseignement et les organisations communautaires.

Communication, Communication, Communication

- d'apporter l'internet à haut débit aux foyers les plus éloignés au Canada, en créant communauté capable de développer le talent créatif de ses peuples;
- faire passer le réseau de communication au niveau social (fédéral, provincial et local - propriété du gouvernement) pour la mettre à la portée du consommateur ordinaire, et
- financer et le soutenir une industrie du logiciel forte, protégée contre les rachats par multinationales, mais ouverte à la collaboration avec les meilleurs développeurs du Canada et du monde.

L'art pour tous

- mettre fin à l'inégalité culturelle pour donner à tous les Canadiens le droit de développer leurs talents à commencer par un accès égal et gratuit à l'éducation artistique;
- financer les collaborations entre les organisations artistiques et les écoles pour permettre aux enfants d'accéder à des praticiens de grande qualité, à des organisations artistiques qui ont besoin d'être sensibilisées et les artistes une source de revenus sûre;
- faciliter le développement de la gamme croissante d'industries numériques créatives, telles que comme les jeux vidéo, la robotique, la conception de sites web et l'utilisation complète de la technologie numérique pour les industries créatives traditionnelles, comme pour la diffusion en continu à distance pour le théâtre, l'opéra et les représentations orchestrales, ou les musées et galeries virtuels; et
- développer les marques de mode canadiennes, en accordant une attention particulière aux créations indigènes.

- s'appuyer sur l'excellent travail du Conseil des Arts du Canada pour soutenir les organisations existantes et encourager l'innovation et l'expérimentation.

Réviser le système de propriété intellectuelle

- réformer le système de la propriété intellectuelle afin de fournir des revenus aux créateurs;
- développer des véhicules de redistribution pour canaliser les revenus des artistes;
- l'arrêt de l'utilisation des brevets et des droits d'auteur bloquants;
- raccourcir la durée maximale de la propriété intellectuelle pour garantir une application rapide des connaissances et le public acquiert un accès libre et gratuit aux découvertes et aux créations, et
- développer un système de partage des technologies en incitant les développeurs et les inventeurs de mettre rapidement leurs créations à la disposition de la société.

Les moyens à prévoir

Pour planifier efficacement et démocratiquement, les Canadiens ont besoin de plus de contrôle à tous les niveaux de gouvernement que dans un système basé sur le profit. Cela comprendra :

- fixer d'objectifs clairs, convenus démocratiquement, pour les trois indicateurs verts et sociaux, en identifiant, par la consultation et l'étude, la meilleure façon de les réaliser au niveau du gouvernement ou de l'entreprise;
- fournir, par le biais de la législation ou de l'action gouvernementale, des incitations aux changements que nous d'envisager et de proposer des alternatives lorsque le changement n'est pas au rendez-vous;
- permettre aux Canadiens de demander des comptes à leurs gouvernements et à leurs entreprises et en collaborant avec des militants de l'environnement et de la justice sociale pour ce faire;
- augmenter les recettes et les finances de l'État par une augmentation de l'impôt sur les riches, les revenus des entités de la Couronne ou en empruntant à des Canadiens;
- affecter des fonds suffisants à la protection de l'environnement et à la réalisation d'objectifs sociaux assurer les transformations nécessaires;
- travailler avec tous les types d'unités économiques - publiques, coopératives et privées – pour ces objectifs;
- prendre les industries de biens et services essentiels, en particulier l'industrie ferroviaire, la large bande l'internet et les télécommunications, et les établissements de soins de longue durée, en propriété publique;
- désigner une commission publique d'intérêt économique chargée d'identifier d'autres entreprises qui de mieux servir la société canadienne dans les mains du public, à commencer par les monopoles naturels tels que comme les transports, les communications, l'énergie et les ressources;
- combiner la propriété publique et la démocratie économique;
- reconnaître que souvent il n'y a pas de solution miracle et que nous devons apparemment combiner des mesures disparates en un tout cohérent : par exemple,

une taxe sur le carbone ou un plafond et le commerce peut avoir un rôle à jouer dans la réduction des émissions;

- rester ouvert aux idées radicales et passionnantes des Verts, des socialistes, de la justice et autres les mouvements, et de l'étranger être;
- être prêt à reconnaître que les solutions peuvent nécessiter des essais et des erreurs.

Collaborer pour une nouvelle réflexion; faire campagne pour le changement

Le changement doit commencer maintenant. Nous ne pouvons et ne devons pas attendre d'être élus. Nous allons initier et soutenir des campagnes telles que celles en faveur d'un revenu minimum et maximum garanti, de l'endettement des citoyens audit, partage du travail, réforme de la fiscalité verte, plafonds environnementaux fermes, fin des subventions aux pollueurs, le soutien au secteur économique coopératif et la réduction des dépenses publicitaires inutiles.

Des mesures vertes et sociales pratiques sont élaborées par un vaste réseau des penseurs verts à travers la planète. Nous travaillerons avec eux à la base, au sein des partis et des gouvernements niveaux.

Notre économie actuelle ne fait pas seulement passer le profit avant les gens et garantit une spirale d'inégalités, mais elle est aussi la cause première de l'urgence écologique. L'économie et l'écologie sont indissociables entremêlées. Pour réparer notre relation avec la terre, nous devons arracher le pouvoir aux entreprises et soumettre l'économie à un contrôle démocratique afin qu'elle réponde aux besoins humains sans dépasser les limites de notre planète. Les fondements économiques de « Just Green Wellbeing » décrits ici fournissent le cadre de la "réponse à l'urgence écologique".

Le bien-être vert, tout simplement

Construisez-le avec le

Parti des Verts sous la direction de Dimitri.